

Le Sud, l'État et la révolution

LA seule évocation de l'existence d'un « Sud » dans la République du Tchad — ce qui implique évidemment celle d'un « Nord » — suffit pour déchaîner les polémiques. Refusant d'entrer dans une querelle presque théologique, on se bornera à rappeler que les événements de février 1979 (1) ont provoqué la destruction de l'État tchadien, l'exode vers les préfectures du Sud, leur région d'origine, de dizaines de milliers d'habitants de la capitale et la constitution à Moundou d'un Comité permanent chargé, selon ses fondateurs, de répondre à un « besoin impérieux de résistance et d'organisation » (2).

A la suite de la conférence de Lagos, le Sud réintégra la vie politique nationale en participant au GUNT (10 novembre 1979). Il y détenait 11 postes sur 24, dont la vice-présidence confiée au colonel Kamougué, président du Comité permanent. Il n'y avait donc pas sécession, mais administration séparée. Deux motifs profonds guidaient cette attitude : d'abord, le refus de céder à une « révolution » imposée par les tendances du FROLINAT et marquée à l'excès par des thèmes régionalistes et religieux. D'autre part, les créateurs du Comité permanent estimaient rassembler entre leurs mains les débris de l'État tchadien en déshérence. Ils souhaitaient le maintenir dans leurs cinq préfectures en attendant qu'il puisse renaître à l'échelon national, *unitaire, laïque et décentralisé* (résolutions de Sarh). En bref, l'État mais pas la Révolution.

(1) Voir B. Lanne : « Le Sud du Tchad dans la guerre civile », *Politique africaine* 3, sept. 1981, pp. 75-89.

(2) *Réunion du Comité permanent et*

des comités politiques préfectoraux (Sarh, 18-22 mars 1980). Résolutions et recommandations (multigr.).

Le soupçon et le doute (novembre 1979-décembre 1980)

Les premiers mois de 1980, le GUNT fonctionna comme une commission d'armistice. Les ministres « sudistes » campaient à la « villa Mobutu », concédée au colonel Kamougué. La capitale n'était pas démilitarisée, les prisonniers sudistes, pris lors des combats dans le BET en 1977-78, n'étaient pas libérés. L'atmosphère était si peu à la réconciliation que les FAP de Goukouni célébrèrent avec faste l'anniversaire de la prise de Faya-Largeau aux dépens des FAT, leurs partenaires au sein du GUNT.

La reprise des combats à N'Djamena, le 20 mars 1980, fit problème pour le Sud : devait-il se ranger aux côtés des ennemis des FAN de Hissène Habré ou au contraire se tenir à l'écart d'un conflit qu'il pouvait estimer ne pas le concerner ? Il y eut débat : les interventionnistes (officiers pour la plupart) l'emportèrent. La participation des FAT à la deuxième guerre de N'Djamena fut modeste et intermittente. De mars à mai, il y eut quelques canonnades des positions des FAN à partir du Chari. Une colonne FAT venue de Bousso essaya de prendre à revers les FAN par l'Est, dans l'axe de la route de Massénya. Repoussée, elle n'insista pas. Les FAT furent absentes du combat pendant les longs mois de l'été où, la guerre s'enlisant, il devint évident qu'on ne viendrait pas à bout des FAN sans aide extérieure. On ne les revit qu'en novembre où elles constituèrent le gros des « forces coalisées » qui contraignirent, le 15 décembre, les FAN à abandonner la capitale sous le feu de l'aviation, de l'artillerie et des chars libyens.

Cette intervention du voisin du Nord se faisait sous le couvert d'un traité d'alliance signé le 15 juin 1980 pour le Tchad par Brahim Youssouf, membre du cabinet de Goukouni, sans avoir fait l'objet d'une quelconque délibération au sein du GUNT. L'article 3 faisait allusion à l'alliance entre « la grande révolution (libyenne) du 1^{er} septembre » et la « révolution tchadienne sous la direction du FROLINAT », ce qui ne correspondait guère à l'idée de réconciliation nationale (3). Le colonel Kamougué reconnut tardivement : « *Nous avons bien été obligés d'aller frapper à la porte du diable* » (4). Le Comité permanent a toujours considéré que le traité n'engageait que le FROLINAT et non l'État tchadien.

Déjà ambiguë, la participation des FAT au GUNT fut aussi intermittente. Il n'y eut plus de conseil des ministres régulier, hormis celui qui prononça le 25 avril 1980 la révocation de Hissène Habré (remplacé d'ailleurs par Naimbaye, ancien ministre de

(3) Ce traité dont le texte resta longtemps secret a été publié dans *Afrique contemporaine* 113, janv.-fév. 1981, p. 10.

(4) *Le Continent*, 12 nov. 1980.

Tombalbaye). A Farcha fonctionna une sorte de permanence assurée à tour de rôle par les ministres sudistes. Il s'agissait vraiment d'une société à responsabilité limitée.

Enfermés dans la « zone méridionale », les Sudistes songeaient surtout à survivre en paix et, en gros, ils y parvinrent. Le 30 avril, le Comité réuni à Lai vota un budget de 5 212 millions de CFA. Techniquement bien fait, ce budget prévoyait 2 084 millions pour les forces armées et 1 615 millions pour les fonctionnaires qui percevaient désormais des « subsides » réduits. Le commerce des produits sensibles comme l'essence et les médicaments fut pris en charge par des originaires du Sud. La récolte de coton tomba de 140 000 t en 1978-79 à 91 000 en 1979-80. C'était miracle que cette culture ait pu subsister malgré le choc de février 1979. La Cotontchad joua un rôle essentiel dans le maintien de la vie économique.

Même si Radio-Moundou et les journaux (très libres de ton) de la zone dénonçaient sans relâche la complicité de la France avec les FAN, les rapports du Sud avec l'ancienne métropole s'améliorèrent nettement. Le 15 avril, l'ambassadeur Beaux rencontra le colonel Kamougué à Moundou. Les troupes françaises abandonnant la capitale remirent la base aérienne au petit échelon des FAT qui y était resté. Un consulat de France fut installé à Moundou.

Deux mots caractérisent le mieux l'attitude du Sud en 1980 : le soupçon et le doute. Le Sud soupçonnait la France qui l'avait « lâché » en 1979. Il soupçonnait ses partenaires au sein du GUNT (5). Il doutait car il était désemparé face à l'avenir. A Radio-Moundou, Kamougué parla de fédéralisme pour évoquer le 19 mai un État unitaire décentralisé — ce qui était la formule retenue par le Comité.

En 1980, le Sud resta tranquille, hormis les menus abus commis par la milice aux nombreuses barrières installés sur les routes et les razzias de bétail pratiquées en pays massa par les CDR d'Acyl. Il était uni derrière le Comité. Sans doute l'UND du docteur Balaam attira-t-elle quelques intellectuels. Le général Djogo lança de N'Djamena, le 1^{er} mars, un « manifeste pour l'unité nationale » critiquant violemment Kamougué. Seuls quelques officiers et fonctionnaires, notamment des fidèles de l'ancien président Tombalbaye, avaient signé ce manifeste qui prônait lui aussi un État unitaire décentralisé.

(5) Les Sudistes veulent liquider His-sène Habré sans pour autant soutenir Gou-

kouni (François Soudan in *Jeune Afrique*, 30 avr. 1980).

L'année des déceptions (décembre 1980-novembre 1981)

La chute de N'Djamena souleva l'enthousiasme du Sud. On croyait être débarrassé définitivement de Hissène Habré. La participation libyenne à l'événement était minimisée, voire occultée. L'avenir paraissait riant. On allait créer une armée nationale intégrée dont les FAT devaient être le noyau. La réconciliation et les élections suivraient (6). L'annonce de la signature, le 6 janvier 1981, par Goukouni de l'accord tchado-libyen dit de fusion changea complètement l'atmosphère. Les ministres qui accompagnaient Goukouni (dont Naïmbaye) n'avaient pas été consultés. Les références multiples du texte à l'idéologie révolutionnaire de la Jamahiriya ne pouvaient que hérissier le Sud. Un conseil des ministres orageux décida le 12 que l'accord n'était pas exécutoire. Les soupçons du Sud à l'égard des tendances représentant le FROLINAT se trouvèrent renforcés. La présence de 10 à 15 000 soldats libyens arrogants et brutaux dans tout le Nord inquiétait, même si le Sud y échappait.

La fin de la guerre de N'Djamena ouvrit une nouvelle phase dans les rapports du Sud avec le GUNT. Un voyage officiel de Goukouni fut organisé dans la deuxième quinzaine de mars 1981. Le président visita Bongor, Laï, Moundou, Doba et Sarh ; il rencontra partout des fonctionnaires et des cadres qui lui demandèrent le départ des Libyens, le retour à la laïcité de l'État et le paiement régulier des traitements. Il fit bonne impression par sa simplicité et son évidente bonne volonté. Ce voyage eut un seul résultat concret : la libération des derniers prisonniers retenus dans le BET. Les fonctionnaires revinrent presque tous, ainsi que quelques militaires, mais aucun officier...

La réunion à N'Djamena, du 20 au 23 mai 1981, du séminaire des cadres devait constituer le prélude à un nouveau pacte national. La majorité des participants venaient du Sud (scolarité oblige). Des rapports techniques intéressants furent présentés. Le séminaire demanda la suppression des tendances, la préparation des élections, la constitution d'un gouvernement indépendant des groupes politico-militaires. Les délégués du Nord étaient plus des « combattants » que des cadres. Certains demandèrent l'application du programme du FROLINAT du 22 juin 1966, le drapeau du FROLINAT, une démocratie islamique avec des comités populaires... Ce dialogue de sourds ne déboucha sur rien : un projet de constitution fut mis en chantier. Les chefs de tendance décidè-

(6) Selon les accords de Lagos (article 5a), le GUNT devait disparaître au bout de 18 mois.

rent solennellement de déposer les armes, mais n'en firent évidemment rien.

Une conférence de réunification du FROLINAT eut lieu le 10 mai. Elle eut pour effet de durcir l'attitude des tendances nordistes à l'égard du Sud dont l'amertume fut grande. Le poids de la Libye restait écrasant. L'entourage de Goukouni, dont l'influence était prédominante, était bien décidé à ne faire aucune concession au Sud. L'armée nationale intégrée fut créée sur le papier, son commandement confié au colonel Allafi (FAT), mais les armes données par la Libye, puis plus tard par la France, allèrent aux tendances issues du FROLINAT. Le 17 août, Adoum Togoï, ministre FAP de la Défense, signa avec la Libye un accord de coopération militaire qui confiait à la Jamahiriya l'instruction de la nouvelle armée tchadienne. L'argent libyen était répandu à profusion alors qu'aucun effort sérieux n'était fait pour la reconstruction. Lors du voyage dans le Sud, l'entourage de Goukouni et le CDR firent du recrutement. La fête du 1^{er} septembre 1981 à Tripoli rassembla de nombreux invités tchadiens, dont des hommes politiques et des chefs de canton connus du Sud.

Au sein même du GUNT, le remaniement opéré le 10 juillet était surtout dirigé contre Kamougué. Le colonel restait vice-président mais ses fidèles étaient éliminés et Naimbaye, chef de file de l'opposition à Kamougué, devenait ministre d'État. De nombreux fonctionnaires du Sud rentrèrent à N'Djamena mais l'administration ne fut pas vraiment reconstituée. Le désordre, l'improvisation, le laissez-aller persistèrent.

La majorité des Tchadiens du Sud en voulaient au président Giscard pour son attitude de 1979 et ses fluctuations successives. Ils accueillirent donc fort bien l'élection de François Mitterrand. La gauche française avait reproché au Sud de « ne pas avoir d'idéologie » : Sa sympathie allait au FROLINAT (7) dont les thèses progressistes la séduisaient et elle n'était pas loin de considérer les Sudistes comme des suppôts du néo-colonialisme. L'accession aux réalités du pouvoir la conduisit à infléchir ses positions. Un net effort de rapprochement se fit, notamment avec la création de l'association « Les amis du Tchad ». Mais le gouvernement français ne connaissait officiellement que le GUNT et l'aida abondamment. Goukouni vint à Paris en septembre et en novembre.

Au Sud, on était loin de la belle unanimité de 1979. L'autorité de Kamougué et du Comité était de plus en plus contestée. Les partis politiques se mirent à foisonner malgré la décision prise

(7) Il en était de même pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) où il y avait de fervents partisans de Goukouni.

en 1979 de les mettre en sommeil. Ousmane Touadé créa un Parti national démocratique pour le développement. L'émigration commença à fermenter. En mai, sous la direction du Dr Fidèle Mongar, l'ACTUS (Action tchadienne pour l'unité et le socialisme) fut fondée par quelques exilés hostiles à la fois à Kamougué et au FROLINAT. A Paris toujours, d'anciens fidèles de Tombalbaye organisèrent un Mouvement patriotique national.

Le Comité permanent était déchiré par des querelles de personnes et des dissentiments sur la gestion financière (8). Le budget n'était pas respecté et, en 1980, les fonctionnaires n'avaient été payés que deux fois. Les militaires réclamant leur PGA (prime générale d'alimentation) opéraient de véritables détournements à main armée dans les caisses des entreprises débitrices du Trésor. Les dirigeants civils prenaient le reste et le fonctionnaire moyen n'avait plus rien. Il en résulta des grèves répétées dans l'enseignement. L'administration dirigée par les trop nombreux membres du Comité semblait dans la corruption (chaque secteur administratif prélevait sa dîme sur l'usager), l'anarchie, le désordre et finalement l'inaction, et ce malgré le dévouement de quelques-uns qui, payés ou pas, n'abandonnèrent jamais leur poste. Les examens scolaires eurent cependant lieu. Les médicaments et les fournitures scolaires furent de plus en plus donnés par les missions religieuses, les organismes humanitaires, ou payés par la population. La récolte de coton atteignit seulement 86 000 t pour la campagne 1980-81. Il manquait au Sud une autorité et une volonté politique. Un autoritarisme arrogant et des brutalités intermittentes ne pouvaient y suppléer. Le colonel Kamougué se désintéressait de la vie de la zone, il lui suffisait d'en être le maître. Mais ses officiers lui échappaient et la base même du régime — ces assemblées périodiques de fonctionnaires, de salariés et de notables — lui devint de plus en plus hostile.

En mars, à Sarh, une réunion des comités politiques préfectoraux et du Comité permanent critiqua la gestion financière. Deux mois après, à Bongor, l'existence même du Comité permanent fut remise en cause. Les officiers demandèrent à relever directement du GUNT. A Moundou, en juin, la majorité demanda la dissolution du Comité. En août, Kamougué décida seul un remaniement du Comité dont l'effectif fut réduit à dix membres et cinq conseillers. Naimbaye refusa de participer, consommant ainsi sa rupture avec le Colonel.

En septembre, à Sarh, Moundou, Doba et dans d'autres centres, des sous-préfets et agents du Trésor furent séquestrés, insultés, brutalisés par des éléments FAT qui réclamaient de l'argent.

(8) Le Mayo-Kebbi fit quelque peu bande à part et géra ses finances assez convenablement.

Les journalistes qui faisaient paraître *Le Bouclier* furent également maltraités. Ces mouvements n'étaient pas spontanés et on a accusé le Colonel d'en avoir été l'instigateur.

A la fin de la saison des pluies de 1981, deux choses étaient évidentes : 1) l'anarchie gagnait le Sud où l'autorité de Kamougué, qui s'était aliéné à la fois les officiers et les civils, s'effritait rapidement ; 2) l'élimination des FAN n'avait en rien facilité la réconciliation. L'État n'était pas reconstitué, l'« allié » libyen était omniprésent et sa « Révolution » n'attirait plus que ses complices.

La fin des illusions (novembre 1981-septembre 1982)

Une nouvelle phase s'ouvrit avec le départ des Libyens, celle d'un espoir vite déçu. L'appel de Cancun lancé le 22 octobre 1981 par le président Mitterrand à l'OUA détermina Goukouni à sauter le pas. Le 29 octobre, le Conseil des ministres, par 14 voix contre 4, demanda le départ des troupes libyennes (9). Le 15 novembre, elles étaient toutes rentrées. L'arrivée de la force inter-africaine fit naître les espérances les plus folles. On supputa la date des futures élections, le nom du prochain président de la République. L'aide française permettait d'envisager une rapide reconstruction.

Ces illusions ne devaient pas durer bien longtemps. On assista en quelques mois à la désintégration, puis à l'effondrement du GUNT, suivi de près par la chute du Comité permanent et de Kamougué. Le sectarisme n'avait jamais cessé au sein des tendances issues du FROLINAT. Il se manifesta plus que jamais. Certains éléments des FAP firent sauter le bâtiment de l'École nationale d'administration pour empêcher la réouverture de l'établissement (décembre 1981). Incapables de reconstituer un État, les « révolutionnaires » voulaient supprimer les vestiges matériels de celui qu'ils avaient contribué à mettre à bas. Goukouni hésitait et flottait, ballotté entre Kamougué qui impressionnait encore, ses ennemis sudistes souvent aveuglés par leur haine des FAN, le CDR qui prenait de plus en plus d'influence au sein des tendances nordistes et ses propres FAP divisées en plusieurs factions qui se jalouaient. La plupart des fonctionnaires repliés dans le Sud avaient rejoint la capitale, mais il n'y avait pas d'administration,

(9) Tous les Sudistes ont voté pour. Selon des renseignements impossibles à contrôler, aurait voté contre : Acyl (qui l'a reconnu dans une conférence de

presse), Acheikh ibn Omar, Mahamat Abba et probablement Adoum Togoï. Voir *L'Express* du 13 novembre 1981.

pas d'État. L'impéritie, le gaspillage et l'inertie régnaient avec la mesquinerie. L'aide considérable versée, en particulier par la France, fut dilapidée.

La paix attendue ne vint pas. Hissène Habré, après avoir pris Abéché, atteignit Oum Hadjer dès le 23 décembre. La force inter-africaine ne savait quel rôle jouer. L'OUA décida le 11 février à Nairobi qu'elle ne devait pas combattre. Le GUNT devait donc barrer la route aux FAN par ses propres moyens ; mais l'armée nationale intégrée n'était qu'une fiction. Les FAT firent donc leur réapparition sur le terrain aux côtés des FAP et du CDR. En février et mars, elles menèrent de sanglants combats qui s'achevèrent par un échec. La zizanie était telle au sein des « forces coalisées » qu'elles furent incapables de mener une offensive concertée. En avril, le colonel Allafi ramena ses troupes dans le Sud qui ne participa plus désormais aux combats.

Sur place, la lutte entre Kamougué et ses adversaires se durcit. Le 12 décembre était fondé à Donomanga, chef-lieu d'un important canton de la Tandjilé, le Rassemblement pour l'unité et la démocratie au Tchad (RUDT). Sous la présidence de Djidingar Dono Ngardoum, ancien ministre de Tombalbaye, il groupait de nombreuses personnalités politiques du Sud et quelques adhérents du Nord — dont Lol Mahamat Choa, éphémère président du premier GUNT — également hostiles à Kamougué et au FROLI-NAT. Le 4 février, le ministre de la Justice Kassiré fondait à son tour un Rassemblement national démocratique et populaire.

En janvier 1982, l'assemblée de Lai décida à la majorité la dissolution du Comité permanent. Le Colonel rejeta le vote, maintint le Comité et créa des comités d'autodéfense et de vigilance dans chaque préfecture. A Bongor, le 4 mars, le Comité permanent adopta un « mémorandum » qui demandait que tout soit mis en œuvre pour parvenir à un cessez-le-feu. Le GUNT, assez sottement (puisqu'il n'avait plus d'armée) avait refusé toute négociation. Le Comité pensait qu'un armistice, garanti par l'OUA, pouvait ouvrir la route à un règlement politique général : constitution provisoire, élections, ce qui impliquait le dépassement du GUNT et des tendances. Les ennemis de Kamougué crièrent à la trahison, mais de nombreux cadres du Sud de tous les bords étaient favorables à un compromis avec les FAN.

A petits pas, Goukouni prit le chemin proposé par le mémorandum — tout en refusant de négocier. Une commission constitutionnelle fut créée le 6 avril. On admit qu'il fallait un nouveau gouvernement. La « déclaration de N'Djamena » du 8 mai tint lieu de constitution. Kamougué, nommé président d'un Conseil d'État censé représenter les tendances mais sans grand pouvoir, était éliminé du gouvernement à la tête duquel était placé comme Premier ministre Djidingar, président du RUDT. Après

quelques palinodies, le gouvernement fut formé le 2 juin. Le Sud y avait 9 ministres sur 16 et 2 secrétaires d'État sur 6.

La victoire militaire de Hissène Habré mit fin à ce dernier sursaut. Le 7 juin, les FAN entrèrent sans combat à N'Djamena. Goukouni avait eu des velléités de s'installer à Moundou. Les Sudistes, partisans ou non de Kamougué, refusèrent, arguant qu'il fallait épargner à la zone méridionale les horreurs de la guerre. Manifestement ce n'était pas la grande confiance...

Les ennemis de Kamougué, civils et militaires, étaient décidés à en finir. Le 3 juin, le colonel Rodaï et le commandant Demtita attaquèrent la résidence du Colonel à Moundou. Repoussés, ils s'enfuirent vers Kélo. Il y avait désormais du sang entre les deux camps et la répression fut sévère. Rodaï et Demtita ébauchèrent en juillet une tentative de réconciliation au cours d'une rencontre à Kélo. L'intransigeance du Colonel la fit échouer.

Ce dernier avait beaucoup d'illusions : le Sud est conscient de sa force, disait-il. En fait, le Sud, désuni, déchiré, désemparé, était à la merci d'un coup d'audace. Les FAT dissidentes, coincées entre Kamougué et les FAN, se trouvèrent encerclées par celles-ci qui, après avoir franchi le Chari à Bousso, se rabattirent vers Guélandeng. Les conjurés du 3 juin n'avaient plus qu'une solution : se jeter dans les bras des FAN. Ils le firent d'autant plus facilement que Hissène Habré tenait des discours conciliants et qu'ils pensaient pouvoir jouer un rôle.

En juillet à Libreville, en août à Franceville, des négociations s'engagèrent entre Habré, les FAT et le CDR sous la médiation du président Bongo. Kamougué qui parlait de fédération se laissa surprendre par l'audace de ses adversaires. En pleine saison des pluies, une colonne motorisée FAN dotée d'artillerie lourde et accompagnée de quelques éléments FAT (dissidentes), empruntant le seul axe routier encore praticable, parvint à Sarh le 27 août. Kamougué était encore au Gabon. La seule résistance sérieuse eut lieu à Guéré et elle vint du CDR. Le 4 septembre, les FAN entrèrent à Moundou sans combat. L'impréparation et la démobilisation des FAT qui n'avaient plus de chefs étaient totales. Bon nombre de soldats étaient à la campagne pour faire leurs cultures. Les autres ne bougèrent pas. En 1979, les lycéens de Moundou abandonnaient les cours pour suivre une instruction militaire. Trois ans après, la résignation et l'inertie l'emportaient.

L'humiliation et la pénitence (septembre 1982-septembre 1983)

L'occupation du Sud par les FAN donna lieu aux violences et exactions habituelles à la soldatesque. Les officiers FAT qui y avaient participé furent rapidement réduits à un rôle de figurants

au sein d'états-majors mixtes dirigés par les FAN. Sous le regard complaisant des « combattants », des règlements de compte sanglants — assassinats, séquestrations, tortures — visèrent les anciens amis de Kamougué. L'administration civile fut prise en mains par des Sudistes qui s'étaient opposés au Colonel et aussi par des fidèles de l'ancien président Tombalbaye. Un Conseil d'État créé le 18 juin par Habré après sa victoire ne comptait sur 19 membres que 3 originaires du Sud.

Cependant, un très net mouvement de ralliement (10) au nouveau régime se dessina parmi les fonctionnaires et cadres. Dès avant juin 1982, les plus lucides, las du sectarisme et de l'inertie du GUNT, cherchaient ailleurs les bases sur lesquelles un État pourrait renaître. La guerre finie, le sentiment de légitimité les poussait à servir les autorités en place. L'État était en voie de reconstitution rapide. Le 29 septembre 1982, un Acte fondamental de la République tenant lieu de constitution était promulgué. Le 21 octobre, Hissène Habré devenait président de la République et un gouvernement était constitué. Il comptait comme originaires du Sud 10 ministres sur un total de 20, dont Djidingar, promu ministre d'État, et Yodoyman, ministre du Plan, tous deux anciens membres du GUNT, 4 secrétaires d'État sur 9 et le secrétaire-général adjoint du gouvernement. Un Conseil national consultatif de 30 membres (deux par préfecture et autant pour la capitale) fut créé et sa présidence confiée à Mbaiasbé, ancien préfet, originaire de Bessao (Logone oriental).

L'unification des forces armées fut menée à bien rondement. Après une réunion d'officiers à Bongor, fut décidée la création des Forces armées nationales du Tchad, dont le sigle FANT réalisait la fusion des FAN et des FAT. Les choses étaient claires : le commandement revenait à d'anciens FAN mais le Ministère de la Défense était tenu par le capitaine Routouang Yoma, ancien FAT.

Un effort sérieux fut fait pour reconstituer une administration centrale. Les fonctionnaires furent payés régulièrement quoiqu'en demi-solde. Le 4 février, on nomma les préfets de l'ensemble du pays. On recommença à revoir dans le Nord des fonctionnaires originaires du Sud (et, plus modestement, vice versa). Ce brassage des cadres qui était la règle sous la période coloniale et les vingt premières années de l'indépendance, avait beaucoup fait pour la naissance d'une identité tchadienne. Les fonctionnaires du Sud regagnèrent la capitale où ils souffraient moins des agitations qui régnaient dans les préfectures cotonnières.

(10) Le mot a été employé le 22 septembre 1982 par Idriss Miskine, second personnage des FAN.

L'assassinat à Laï, le 24 octobre, du colonel Allafi arrêta ce processus. En soi, il ne constituait qu'un règlement de comptes parmi beaucoup d'autres. Quoique le meurtre ait été perpétré dans des conditions révoltantes et qu'aucune sanction n'ait été prise contre ses auteurs, on ne semble pas à N'Djamena en avoir mesuré les conséquences politiques exceptionnellement graves. Un mouvement de désertion gagna de nombreux officiers FAT ralliés qui, par le Nigeria et le Bénin, rejoignirent Tripoli. Des diplomates abandonnèrent leur poste ; les réfugiés affluèrent à Bangui et au Cameroun. Dans l'émigration à l'étranger, notamment en France, le mouvement de retour au pays s'arrêta.

La disparition de certains hommes politiques et officiers, les humiliations quotidiennes essuyées par les Sudistes, la constitution imprudente de Comités populaires des FAN (COPOFAN) dans les villes (le terme FAN étant rejeté pour sa connotation régionaliste), des mesures de recrutement dans l'armée, les exactions des troupes d'occupation se conduisant sans retenue comme en pays conquis devaient faire le reste. Des groupes d'opposants armés se formèrent parmi les réfugiés installés de l'autre côté de la frontière centrafricaine. D'anciens soldats FAT détentrèrent les armes qu'ils avaient cachées, constituèrent des maquis et attaquèrent les marchés de coton. Comme dans toute guerre révolutionnaire, le brigandage, l'esprit de lucre et le goût du pillage s'en mêlèrent. La répression particulièrement brutale et aveugle (surtout dans l'affaire de Kélo du 25 juillet 1983) ne fit que durcir la rébellion fortifiée par des parachutages d'armes et l'envoi de fonds libyens. Pendant l'été 1983, des dizaines de villages furent brûlés au sud de Doba et dans la Tandjilé (11).

Les cinq préfectures du Sud furent touchées. Militairement la menace n'a jamais été grave ; politiquement, il en était tout autrement. Djidingar, envoyé en mission en septembre 1983, entra en contact avec les « commandos » rebelles. Des cessez-le-feu furent signés, des ralliements annoncés, des troupes déplacées. A la fin de l'année, une très nette détente était perceptible. Certes, il ne s'agissait que d'une trêve et les troubles ont repris à plusieurs reprises. L'important est qu'il n'y a pas eu de soulèvement général du Sud pendant l'offensive déclenchée par le GUNT et la Libye. Une fois de plus le Sud a manifesté son rejet des FAN sans pour autant adhérer aux autres tendances du FROLINAT dont l'évolution n'avait d'ailleurs rien pour l'attirer.

Après l'appel d'Alger (28 septembre 1982) signé par Mbailemdana (FAT) et Balaam (UND), les ennemis des FAN se séparèrent : le Comité permanent partit pour Brazzaville, les autres, ins-

(11) Voir *Le Figaro* du 3 octobre 1983, *chés tropicaux et méditerranéens* du 22 septembre 1983, le *Guardian* du 9 septembre 1983 et *Mar-*

tallés à Tripoli, furent vite pris en mains par la Libye. Après la création à Bardaï, le 28 octobre, d'un gouvernement de salut national, un remaniement eut lieu le 17 mai 1983. Le GUNT ressuscita alors, au nom des accords de Lagos, mais le Sud n'y avait que la portion congrue : la vice-présidence pour Kamougué et cinq portefeuilles sur 18 : la Santé au Dr Baroum, l'Habitat au commandant Nadjita (FAT), la Fonction publique à Oulona (UND), un secrétariat d'État aux FAT et le secrétariat général du gouvernement à Iré Kertoumar (UND).

Pendant les combats, de juin à août, le commandement au moins nominal de l'« Armée de libération nationale » (ALN) fut assuré par le général Djogo, ancien chef des FAT et réputé ennemi de Kamougué. La position du Sud était tout à fait marginale dans cette guerre. Présents dans les deux camps, les anciens FAT n'y recueillirent que mépris et condescendance. Les officiers faits prisonniers furent généralement fusillés.

L'échec militaire de l'ALN accentua encore les divisions du GUNT. La rupture entre Kamougué et le Comité permanent, évidente dès juin, fut consommée le 15 septembre 1983. L'emprise libyenne sur le GUNT élargit les failles entre le groupe de Tripoli-Bardaï, celui de Brazzaville et les émigrés d'Europe concentrés à Paris et Bruxelles. La création, le 29 novembre 1983, d'un Conseil national de la libération, « organe suprême de la révolution tchadienne », n'y changea rien. Kamougué n'en faisait pas partie, mais Nadjita avait signé pour les FAT et Iré Kertoumar pour l'UND. Le 14 décembre, à Brazzaville, le Colonel forma un Mouvement révolutionnaire du peuple.

Inexorablement, les Sudistes hostiles au régime de N'Djamena s'éloignaient du mouvement de Bardaï, trop lié à Tripoli et à l'idéologie du FROLINAT. Il en résulta une multiplication des mouvements d'opposition installés en France. En janvier 1983, Gali Ngothé Gatta, ancien secrétaire général de Goukouni, créa l'Union démocratique pour la paix (UDP) qui, le 12 août, forma avec l'ACTUS une Alliance tchadienne pour la paix et la démocratie. En juin 1983 prit forme le Groupe des patriotes et démocrates tchadiens auquel adhérèrent, sous la présidence de Jean Alingué, le colonel Djimé, Ngangbet, Lamana et Gambaye, c'est-à-dire des « anciens » ayant occupé des postes de responsabilité sous Tombalbaye ou sous Malloum. Le groupe signa à Lagos, le 27 avril 1984, un accord dit de « troisième force » avec les Forces populaires et révolutionnaires du Tchad, scission des FAP dirigée par Nadjjo Abdelkerim.

Vers le mariage de raison

Avant l'offensive du 23 juin 1983, des contacts avaient été pris par le gouvernement de N'Djamena avec la Libye. Celle-ci exigea une alliance étroite entre les deux pays, la reconnaissance du caractère arabe et islamique du Tchad et l'abandon d'Aozou. Ces conditions inacceptables furent rejetées et, le 18 avril 1983, Idriss Miskine, ministre des Affaires étrangères, déclara que le Tchad était un État laïque, ce qu'apprécièrent sûrement les citoyens du Sud.

Le déclenchement de l'opération « Manta » (15 août 1983) arrêta les combats sur la ligne du 15^e parallèle. L'intervention française mécontenta ceux pour qui l'élimination de Habré primait tout autre souci. Le temps passant, les avis ont changé. Beaucoup de Sudistes ont compris que l'intervention française a contraint le régime de N'Djamena à chercher à obtenir le ralliement du plus grand nombre au lieu de se contenter d'une victoire militaire pure et simple. Le président Mitterrand l'a indiqué clairement dès le 25 août 1983.

L'échec du projet de conférence de réconciliation à Addis-Abéba en janvier 1984, l'interminable attente d'une nouvelle réunion, les faibles chances de succès qui en sont attendues ont favorisé la recherche d'un règlement interne et celui-ci passait par un ralliement du Sud, naturellement méfiant à l'égard de la Libye et des thèses traditionnelles du FROLINAT. La mission de Djidingar dans le Sud se situait dans cette direction. Au mois de mars, le ministre Yodoyman fut envoyé en mission à Paris et à Brazzaville pour sonder l'émigration sudiste. Celle-ci voulait des gestes concrets. Du 16 au 20 avril, une conférence des préfets tenue à N'Djamena critiqua en termes véhéments l'immixtion des militaires dans les affaires administratives et judiciaires. En janvier 1984, le capitaine Gouara avait évoqué le « manque de tact » des FAN. En avril, le capitaine Routouang n'hésita pas à parler d'exactions commises par les combattants, langage tout à fait nouveau. En mai, les dirigeants de la police furent changés.

Il fallait aller plus loin. Un obstacle de taille empêchait un ralliement sincère du Sud : les liens institutionnels du régime avec le CCFAN (Conseil de commandement des FAN) qui, selon l'acte fondamental, désignait le président de la République. Or, le CCFAN se réclamait du FROLINAT. Le pas fut franchi le 22 juin, jour où un congrès du FROLINAT-CCFAN décida la dissolution du mouvement. L'opposition fut très vive et le président Hissène Habré dut faire violence à ses compagnons. Le 24 juin, le congrès créa l'Union nationale pour l'indépendance et la révolution (UNIR).

La composition des organes dirigeants du nouveau parti est pleine d'intérêt : le Comité central de 80 membres (en principe cinq par préfecture, plus dix nommés à l'échelon national) comprend 25 originaires du Sud, soit 31,25 %. L'autorité suprême, le Bureau exécutif, a 15 membres, parmi lesquels 4 originaires du BET, 1 du Biltine, 4 des autres préfectures du Nord (Batha, Chari-Baguirmi, Guéra et Kanem). Le Sud a 6 représentants (40 %) dont 3 viennent du Moyen-Chari. Le Logone occidental n'est pas représenté (12).

Ces indications chiffrées ainsi que la lecture du statut, des rapports des commissions du congrès et du programme d'action font apparaître deux tendances : d'une part, les anciens dirigeants du CCFAN conservent un rôle important dans le nouveau parti. On trouve des traces de l'idéologie du FROLINAT dans le statut dont le préambule évoque les « nobles idéaux » ainsi que la victoire remportée le 7 juin 1982 par les « forces patriotiques ». L'UNIR opte pour la « voie socialiste du développement », formule qui, à vrai dire, n'engage pas à grand-chose. Le patrimoine de l'UNIR recueille tous les biens du FROLINAT dissous.

D'autre part, une très nette ouverture est réalisée vers un « cadre rénové et dynamique (...), creuset de l'unité nationale et des retrouvailles de tous les fils du Tchad ». L'article 5 du statut stigmatise le tribalisme, le sectarisme, le régionalisme et le fanatisme religieux. Le programme d'action prévoit l'instauration d'un pouvoir populaire, laïque, démocratique et progressiste. Le peuple doit pouvoir se doter, dès que possible, d'institutions désignées par des élections libres. Les libertés fondamentales seront garanties. Toute manœuvre visant à « déstabiliser l'État unitaire hérité d'un long passé commun à toutes les populations tchadiennes » sera combattue. La constitution, le 24 juillet, d'un nouveau gouvernement a confirmé cette tendance. Sur 21 ministres, 10 sont du Sud, ainsi que 6 secrétaires d'État sur 12. C'est quasiment la parité.

Le Sud du Tchad a joué un rôle majeur dans l'évolution politique et économique du pays. La place prépondérante qu'il tenait dans l'État provoqua la crise qui culmina en 1979. Ayant refusé alors une sécession qui comportait des risques immenses, il vécut séparé plus de trois années qui furent lourdes de déceptions et

(12) Cette comptabilité minutieuse agacera certains qui parleront d'obsession régionaliste. Que le lecteur soit assuré que ce décompte a été fait par tous les intéressés et qu'il est toujours présent à leur esprit.

d'échecs. La réunification de 1982 n'a pas mis fin à la méfiance que le Sud a toujours ressentie à l'égard de tout ce qui se réclamait du FROLINAT.

En vérité, lorsque les mots de fédération et de décentralisation ont été avancés, c'est cette suspicion qui se faisait jour. La réflexion n'a jamais été poussée très loin dans ce domaine institutionnel où les réalités priment naturellement les beaux principes du droit public (13). Elle aurait conduit à constater qu'une fédération à deux composantes n'est pas viable, sinon comme anti-chambre de la sécession (14). Il est évident, d'autre part, que dans un pays fortement marqué par la tradition administrative française, la décentralisation ne peut venir que d'en haut et qu'elle doit être suivie et guidée par une administration territoriale solide.

La confiance revenue pourra permettre au Sud de retrouver sa place au sein d'un État renouvelé. Son dynamisme économique pourra s'y déployer (15). Le rétablissement complet de l'ordre public y aiderait. Il ne pourra se réaliser que lorsque les lourds souvenirs de 1979 se seront estompés. Ce sera alors la réconciliation de l'État et de la révolution (16).

Post-scriptum

La conclusion de ce texte, écrit en juillet 1984, paraît aujourd'hui (28 octobre) d'un optimisme excessif. Le départ en dissidence des commandos et la violence extrême de la répression qui a frappé la population civile en septembre et en octobre compromettent la réconciliation nationale (*Le Monde* du 27 octobre 1984). L'échec (prévisible) de la conférence de Brazzaville, le retrait (prévu) des troupes françaises ajoutent à l'incertitude. Deux points demeurent : 1) sans accord Nord-Sud, il n'y a pas de Tchad ; 2) hormis celui qui est en place, il n'y a pas au Tchad aujourd'hui de pouvoir national possible.

B. L.

(13) Il est surprenant que deux présidents de la République française successifs aient pu en 1979 et en 1983 présenter la fédération comme une solution possible.

(14) Dans son ouvrage *Peut-on encore sauver le Tchad ?* (Paris, Karthala, 1984, 135 p.) Michel Ngangbet envisage (p. 85)

sept à neuf États fédérés, ce qui n'est pas très convaincant.

(15) La récolte de coton a atteint 160 000 t en 1983-84.

(16) Notons l'incroyable succès du mot révolution que tout le monde revendique.